



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 39 – 8 décembre 2021

En bref

Selon une nouvelle étude sur la concentration des richesses au Mexique, les 10 % de personnes les plus riches ont des revenus 30 fois supérieurs aux 50 % les plus pauvres. Le World Inequality Report 2022 réalisé par le Global Inequality Lab précise que les 50 % les plus pauvres de la population représentent

seulement 9,2 % du revenu national du Mexique. En outre, les 50 % les plus pauvres ont plus de dettes que de richesses. On calcule également que cette strate de la population a un revenu moyen par habitant de 42 700 MXN par an (2 135 USD). Cela équivaut à seulement 3,3 % du revenu des 10% les plus riches, qui gagnent en moyenne 1,3 M MXN (65 000 USD).

LE CHIFFRE À RETENIR

+7,37%

TAUX ANNUEL DE L'INDICE
NATIONAL DES PRIX A LA
CONSOMMATION POUR LE
MOIS DE NOVEMBRE

Zoom sur : L'impact positif de la hausse du prix du café sur les pays d'Amérique centrale

La très forte hausse du prix du café en 2021 (+107% en un an) et plus particulièrement l'augmentation de 162% sur les cinq derniers jours propulse le prix du sac de café à 2,43 USD. Premier exportateur de la région, le Honduras a vu ses exportations de café augmenter en valeur de 173% g.a sur les onze premiers mois de l'année 2021. La comptabilisation de quantités récoltées l'année précédente et la demande sur le marché mondial actuel sont les principales raisons de cette croissance conséquente. Le café représente 20% des exportations du Honduras (5% de son PIB), 6% des exportations du Guatemala et 15% de celles du Nicaragua.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 8 décembre, le Mexique enregistre 295 894 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,50% en une semaine. 3 908 534 cas confirmés ont été enregistrés (+0,44% en une semaine). Au 8 décembre, 60,51% de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

La réforme des retraites mise en place en 2021 et prévoyant une augmentation progressive de la pension minimale avant l'âge légal pourrait impliquer une augmentation des dépenses publiques en encourageant le départ anticipé, a averti l'OCDE. Pour une personne de 65 ans gagnant le salaire moyen et ayant cotisé pendant au moins 24 ans, le montant de la pension minimale mexicaine passera de 30 à 63 % du salaire moyen brut (elle ne dépasse 40 % du salaire moyen dans aucun autre pays de l'OCDE). Un niveau de pension minimum aussi élevé implique que l'État devra fournir un complément, puisque le niveau de la pension ne dépendra plus des actifs accumulés financés par les cotisations passées. Le taux de cotisation de l'employeur dans le régime obligatoire commencera à augmenter en 2023, passant de 5,15 % à 13,87 % en 2030, au niveau du salaire moyen.

Standard & Poor's (S&P) a confirmé mardi la note souveraine du Mexique à BBB en devise étrangère et à BBB+ en devise locale, avec une perspective négative dans les deux cas. La perspective négative indique la possibilité d'un déclassement au cours de l'année prochaine en raison d'un profil budgétaire potentiellement plus faible, compte tenu des pressions sur le

passif éventuel, liées à l'ampleur du soutien extraordinaire potentiel accordé à Petróleos Mexicanos (Pemex) et à la Commission fédérale de l'électricité (CFE) dans le contexte d'une assiette fiscale non pétrolière comparativement faible et d'une marge de manœuvre budgétaire réduite. L'agence a indiqué qu'en revanche, la note du Mexique bénéficierait d'une gestion économique efficace qui améliorerait la confiance des investisseurs et encouragerait l'investissement privé, ce qui pourrait atténuer la faiblesse structurelle des prévisions de croissance du PIB, et contribuerait à renforcer les finances publiques.

3 ECONOMIE

L'indice global de productivité du travail de l'économie (Igple), basé sur les heures travaillées au Mexique, a enregistré une baisse trimestrielle de 2,03 % au cours du troisième trimestre 2021, a indiqué mercredi l'Institut national des statistiques et de la géographie (Inegi). Selon son rapport sur les indicateurs de la productivité du travail et du coût unitaire de la main-d'œuvre, ce résultat représente son cinquième trimestre consécutif de baisse et sa pire chute depuis le troisième trimestre de 2020. Par secteurs d'activité économique, la productivité du travail a augmenté de 1,5 %, a diminué de 3,6 % dans le tertiaire et de 0,2 % dans le secondaire au cours de la même période.

Le Mexique est en phase de perdre sa place de premier partenaire commercial des États-Unis en 2021 en faveur du Canada. En effet, les deux pays représentaient chacun 14,5% du commerce total des États-Unis, avec une légère marge pour le Mexique (545 Mds USD contre 542 Mds USD d'échanges sur la période). La Chine reste le troisième partenaire des États-Unis, mais son rythme s'accélère. Sa part du commerce total des États-Unis est passée de 13,9 % à 14,1 % entre septembre et octobre, elle représentait 12,7% en janvier.

Les exportations mexicaines augmenteront de 17 % en 2021, tandis que les importations progresseront de 29 %, selon le dernier rapport sur les perspectives du commerce international de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Cette croissance devrait s'accompagner d'un rebond significatif du commerce international. La CEPALC estime que la valeur des exportations régionales de marchandises augmentera de 25 % cette année, après une baisse de 10 % en 2020, et ce grâce à une croissance de 17 % des prix et de 8 % des quantités expédiées hors de la région. L'agence des Nations unies souligne que l'augmentation des exportations de marchandises est principalement due à la hausse des prix des produits de base, notamment des minéraux, des hydrocarbures et des produits agro-industriels.

L'investissement brut en capital fixe (IBF) au Mexique s'est contracté de 1,61 % en septembre 2021 (g.m), sa première baisse après deux mois consécutifs de progression, selon les données de l'Institut national de statistique et de géographie (Inegi). Selon l'indicateur mensuel de l'investissement brut en capital fixe, ce résultat fait suite à une baisse de 1,55 % en août et de 2,36 % en juillet. En outre, l'indicateur a enregistré sa plus forte baisse depuis juin 2021 où il avait chuté de 3,11 % (g.m). Par composantes, on constate que les dépenses en construction ont diminué de 1,5% et les dépenses en machines et équipements ont diminuées de 1,6% au cours du neuvième mois de l'année.

L'indice national des prix à la consommation (INPC) a atteint un taux annuel de 7,37 % en novembre selon les chiffres de l'Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI), son neuvième mois consécutif au-dessus de la fourchette cible de la Banque du Mexique (3 %, +/- un point de pourcentage). Cette hausse serait l'effet conjugué de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Ce résultat

est supérieur aux prévisions du marché, qui estimaient un taux annuel de 7,25 % et représente, selon l'institut, une accélération par rapport à octobre, où il était de 6,24 %. En outre, il s'agit du taux le plus élevé depuis janvier 2001, quand il atteignait 8,11 %. L'inflation globale devrait s'établir à 7,3 % en 2021 selon les analystes privés interrogés par Citibanamex.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

L'agence de notation Moody's a indiqué que les opérations de gestion du passif de Pétróleos Mexicanos (Pemex) sont positives, car elles réduisent le risque d'endettement et de refinancement de l'entreprise publique. Elle a ajouté que ces opérations financières ne représentent pas de difficultés majeures, car Pemex ne subit pas de pertes par rapport aux engagements initiaux implicites dans la dette échangée. En septembre 2021, la dette totale de Pemex s'élevait à 113 Mds USD, et selon les informations publiées par le ministère des finances et Pemex, le gouvernement mexicain soutiendra la compagnie pétrolière avec 3,5 milliards de dollars sous forme d'injection de capital, plus un Mds USD supplémentaire sous forme d'obligations arrivant à échéance en 2032. Moody's prévoit que d'ici la fin de l'année, le gouvernement aura soutenu la compagnie pétrolière mexicaine à hauteur de 19 Mds USD en réductions d'impôts, en injections de capitaux et en paiements de dettes.

Le ministère des finances a annoncé que, dans le cadre de la stratégie visant à soutenir la durabilité de Pemex, le gouvernement fédéral apportera une nouvelle contribution en capital pouvant atteindre 3,5 Mds USD. Ceci a été critiqué par des spécialistes qui ont estimé que ces actions pourraient avoir un impact sur les finances publiques. Le ministère a déclaré qu'avec cette transaction, Pemex et eux

parviendraient à réduire le montant de la dette de la compagnie pétrolière sur le marché extérieur et à améliorer son profil de maturité en prolongeant ses amortissements à court et moyen terme. Le Trésor a déclaré qu'au cours de la seconde moitié du mandat d'AMLO, la coordination entre le Trésor et Pemex sera intensifiée dans le but d'améliorer la situation financière de l'entreprise.

L'étude précise que la récupération économique de l'Amérique centrale passera par des réformes profondes pour un meilleur accès à l'éducation, une amélioration de l'environnement des affaires pour l'investissement privé et la création d'emplois formels en entreprises et pas seulement sous le statut d'autoentrepreneurs (qui connaît une percée importante en Amérique latine, croissant de 5,3% en 2021).

2. El Salvador

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 08/12/2021
Bourse (IPC)	-0,77%	+19,47%	51 056,27 points
Taux de change USD/MXN	-0,98%	+5,97%	21,09
Taux de change EUR/MXN	-1,37%	-0,95%	23,75
Prix du baril mexicain	+0,77 %	+52,71%	67

Selon l'indicateur EMBI de JP Morgan, le risque pays d'El Salvador atteint son point le plus haut historique, à 13,34% début décembre. Cet indicateur, mesurant la prime de risque du pays face aux bons du Trésor américain, a augmenté de 120% depuis avril dernier. El Salvador est le troisième pays avec l'EMBI le plus élevé d'Amérique latine derrière le Venezuela et l'Argentine. Cette hausse de l'incertitude illustre les inquiétudes autour du niveau et de la dynamique d'endettement du pays alors qu'un accord avec le FMI reste incertain face aux velléités gouvernementales en matière de Bitcoin et à la dégradation de la gouvernance. Le FMI a précisé que l'amélioration de la transparence des processus de passation des marchés publics, la limitation d'utilisation des fonds extrabudgétaires et la conformation des lois nationales avec la Convention des Nations Unies permettraient au pays de retrouver des niveaux de risque plus bas.

Amérique centrale

1. Région

Selon une étude de la Banque Mondiale et du programme pour le développement de l'ONU, 45% des ménages guatémaltèques n'ont pas récupéré leur niveau de revenu pré-pandémie. Ce chiffre atteint 44% pour le Nicaragua, 41% pour le Honduras et 39% pour El Salvador.

Le Trésor américain a formellement accusé le gouvernement Bukele d'avoir mené des négociations via des intermédiaires avec le crime organisé pour réduire la violence dans le pays. Osiris Luna Meza, Carlos Amilcar Marroquin Chica et Alma Yanira Meza Olivares ont été cités par les autorités américaines pour avoir mené des négociations pour le compte du gouvernement avec les *Maras* (cartels salvadoriens) notamment la MS-13 pour conclure un accord secret visant à réduire la violence

contre des motivations financières. Les trois personnalités salvadoriennes se retrouvent sous sanctions de la liste Magnitsky bloquant notamment visas et actifs aux Etats-Unis. Cette forte accusation intervient alors que le Président Bukele avait annoncé une baisse historique de 80% de la violence sous son mandat et illustre l'accélération des sanctions américaines à l'encontre du pays.

3. Guatemala

A fin novembre, le Guatemala a reçu 3,4 Mds USD d'Investissements directs étrangers (IDE). Cet afflux d'IDEs, le plus élevé de la dernière décennie, a permis de créer plus de 20 000 emplois principalement dans les secteurs des télécommunications, de l'industrie manufacturière et de l'investissement en infrastructure. Selon l'agence d'attraction des investissements étatique, le Guatemala profite de la transformation des chaînes logistiques mondiales et de sa situation macroéconomique stable. Ce chiffre est cependant largement attribuable à la seule opération de rachat par le Luxembourgeois Milicom des 45% de Tigo Guatemala qu'il ne détenait pas.

Les ventes en ligne ont atteint 394 MUSD sur les dix premiers mois de l'année 2021, en hausse de 64% par rapport à l'ensemble de l'année 2020. Le nombre d'entreprises vendant en ligne a augmenté de 52% sur l'année 2021 pour atteindre 13 000 entités, dont 96% de PME. Par secteurs, les ventes alimentaires, de cosmétiques et de téléphonie ont concentré la grande majorité des ventes en ligne sur la période. Les réseaux sociaux restent le canal d'achat privilégié comptant pour plus de 50% des ventes.

4. Honduras

La BCIE prévoit 2,4 Mds USD pour le nouveau gouvernement élu afin de financer des projets de développement. Une rencontre entre Dante Mossi et Xiomara Castro, Présidente-élue du Honduras, s'est déroulée en fin de semaine dernière afin d'évoquer les financements octroyés par la BCIE. Ils viseront en particulier à traiter les sujets d'énergie renouvelable et de résilience face au changement climatique. Ces 2,4 Mds viendront s'ajouter aux 600 MUSD annuels que met à disposition la banque pour appuyer financièrement le Honduras afin d'intervenir sur différents projets comme les infrastructures routières ou encore les aides pour lutter contre la pandémie ou faire face aux conséquences des ouragans Eta et Iota. La BCIE représente le premier bailleur de la région Amérique centrale, comptant pour plus de 50% des encours.

5. Nicaragua

Dans le cadre de la visite de la vice-présidente et première dame Rosa Murillo en Russie, les deux pays ont signé un protocole de coopération sur l'énergie nucléaire. Cet accord, signé avec l'entreprise étatique russe Rosatom, visera notamment à développer l'infrastructure nucléaire, l'utilisation de l'énergie atomique dans l'industrie et l'agriculture et la sensibilisation de la population à cette énergie notamment.

La dette extérieure du Nicaragua atteint 108% du PIB à la fin du premier semestre 2021. La Banque centrale a annoncé une dette extérieure de 13,6 Mds USD à fin juin soit +1,5% par rapport à fin mars 2021. L'endettement du secteur public compte pour 52,4% du montant total et le secteur privé 47,6%. Le service de la dette extérieure totale s'est élevé à 720 MUSD sur les six premiers mois de l'année dont 85% remboursé par le secteur privé et 15% par le secteur public.

6. Panama

Le Canal de Panama annonce la création d'un système de classification des « navires verts ». L'administrateur du Canal, Ricaurte Vasquez, a annoncé la création d'un système de classification de bateaux verts, incluant un tarif relatif aux émissions de CO₂. Ce nouveau système de prix au contenu « plus vert », basé sur l'efficacité énergétique des navires, permettra notamment d'appuyer les projets d'investissements du canal dans le domaine de la protection de l'environnement. Ce nouveau système de droits de passage s'appliquera aux navires de plus de 125 pieds (soit 38m de longueur). 3 indicateurs seront notamment pris en compte : 1/l'indice de conception d'efficacité énergétique, 2/l'utilisation de mesures opérationnelles telles que l'usage du propulseur d'étrave, ainsi que 3/l'utilisation de biocarburants. L'implémentation de ce nouveau système de tarification s'inscrit pleinement dans la volonté de l'Autorité du Canal de convertir la voie interocéanique en une route verte, neutre en carbone d'ici 2030.

Le Panama cherchera à sortir de la liste grise du GAFI début 2022. La Directrice de la Régulation de la Superintendance des Banques de Panama (SBP), Ana Raquel Velasco, considère que le Panama a rempli ses obligations relatives au secteur financier en matière de blanchiment d'argent, faisant notamment référence à la régulation des 'remesas' et à la pénalisation des transferts de fonds illégaux, ainsi qu'à l'identification des bénéficiaires finaux pour l'ensemble des entités bancaires. Ainsi selon la SBP, les défis pour le Panama sont à présent à chercher du côté du secteur non financier. La SBP espère une sortie du Panama de la liste en février 2022.

Un marché de l'automobile en pleine récupération. Après une récession brutale (-49,7%) imposée par les restrictions relatives à la mobilité, le marché des voitures neuves connaît une récupération en 2021, avec un niveau de ventes qui dépasse largement les prévisions des industriels. Jusqu'à novembre 2021, près de 34 000 voitures neuves ont été vendues (+67% par rapport à 2020), et les concessionnaires espèrent terminer l'année avec plus de 37 000 ventes. Ces chiffres révèlent une récupération de la demande locale. Néanmoins, les industriels craignent que la crise logistique mondiale impacte de manière significative le Panama, qui en tant que pays importateur, pourrait être touché par un effet inflationniste, occasionnant une augmentation des prix sur le marché de l'automobile à court-moyen terme.

Des prestations sociales insuffisantes. Sur l'année 2021, le Ministère du Développement Social (MIDES) a alloué près de 224 M USD de crédits budgétaires à des prestations sociales, bénéficiant à plus de 190 000 personnes. L'ensemble des programmes sociaux ('120 a los 65'; 'Red de Oportunidades'; 'Angel Guardian' et 'Bono Alimentario') cherche à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale de nombreuses familles panaméennes, ainsi qu'à assurer la sécurité alimentaire de nombreux foyers. Cependant, malgré un certain 'investissement social' de l'Etat, près de 300 000 personnes ont faim et sont sous-alimentées. Panama (30 000 personnes), la Comarca Ngabe Bugle (28 000) et Chiriqui (26 000) sont les régions comptant le plus de personnes bénéficiaires des programmes sociaux. Rappelons que 19% de la population panaméenne connaît une situation de pauvreté multidimensionnelle (soit 2 panaméens sur 10).

7. Costa Rica

Le marché de l'hydrogène vert en plein développement au Costa Rica. L'hydrogène vert détient toute sa place dans le Plan National de Décarbonation de l'économie (2018-2050) du Costa Rica, et se présente comme une alternative à la dépendance aux combustibles fossiles du secteur des transports. Bien que le Costa Rica produise aujourd'hui près de 99% de son énergie électrique à partir de ressources renouvelables, le Gouvernement souhaite maintenant s'attaquer à la décarbonation de son secteur industriel, et l'hydrogène vert apparaît comme la solution. Par ailleurs, les autorités costariciennes pressentent que la demande mondiale en hydrogène vert augmentera au cours des prochaines décennies, ce qui permettra au Costa Rica de se positionner sur le marché international en tant que pays exportateur d'hydrogène vert. Le pays recevra des financements de la part de la BID et du Gouvernement japonais afin de soutenir et développer la filière.

Le Costa Rica, un allié stratégique de la Chine dans la région. Le Costa Rica, premier pays centre-américain qui a établi des relations diplomatiques avec la Chine, fête cette année les 10 ans de l'entrée en vigueur du traité de libre commerce (TLC) avec la Chine. Selon les statistiques, et malgré la crise économique, les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint en 2020, les 2,3 Mds USD, et les exportations costariciennes vers la Chine ont enregistré près de 180 M USD, soit 5 fois plus qu'il y a 10 ans. En ce qui concerne les projets de coopération et d'investissement, la Chine est présente sur le territoire costaricien, et a d'ailleurs livré en 2021 le projet de rénovation du stade national ainsi que les équipements logistiques de la police (100 motos). Par ailleurs, le projet d'approvisionnement en eau potable de Canas-Bebedero sera bien terminé.

Caraïbes

1. Cuba

Cuba et la Russie signent un accord dans le domaine de la santé. Un nouvel accord a été signé, le 1^{er} décembre, entre Cuba et la Russie, visant à développer la coopération scientifique dans la lutte contre le cancer. Le document, signé par une représentation du consortium public cubain Biocubafarma et la société russe Alphanil, prévoit le développement d'une nouvelle immunothérapie pour le traitement des patients. Le projet, encore en phase préclinique, est pour l'instant dans les mains de l'entreprise mixte Neyros, née d'une collaboration entre le Centre pour la recherche et le développement de médicaments (CIDEM) et le Parc Technologique russe Skolkovo. Lancé en 2010, le Parc technologique favorise les avancées dans les domaines de la biomédecine, de l'efficacité énergétique, de l'aérospatiale et du nucléaire.

Conviasa relance ses liaisons vers Cuba. L'entreprise vénézuélienne, qui avait suspendu ses liaisons aériennes entre le Nicaragua et Cuba en 2021 en raison de la pandémie, a annoncé qu'elle relançait ses vols vers l'île à partir du 15 décembre. Ces liaisons directes entre Managua et La Havane feront l'objet de 2 vols par semaine et seront assurées par un Embraer 190, doté d'une capacité de 104 passagers. La reprise des opérations aériennes fait suite à l'annonce des autorités nicaraguayennes, le 22 novembre, de supprimer l'obligation de visa pour les citoyens cubains.

2. République Dominicaine

La Semaine de France sous le thème de la « ville durable » a eu lieu les 8 et 9 décembre 2021 à

l'Epic Center / hôtel JW Marriott de Saint-Domingue. Cet événement a été l'occasion de renforcer les liens commerciaux et les échanges économiques entre les deux pays. Le ministre délégué du Commerce extérieure et de l'Attractivité Franck Riester était présent pour l'événement. Les ateliers ont porté sur les modes de mobilité douce, la compensation des émissions carbone, les politiques publiques de la ville durable, la ville intelligente, la transition énergétique avec le développement des énergies renouvelables ainsi que l'eau, l'assainissement et les déchets.



Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 08/12/2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	567 824 <i>Décès : 7 324</i>	75,98% <i>(06/12)</i>
Cuba	963 347 <i>Décès : 8 311</i>	90,10% <i>(06/12)</i>
Guatemala	620 853 <i>Décès : 16 008</i>	33,73% <i>(07/12)</i>
Haïti	25 691 <i>Décès : 754</i>	1,02% <i>(19/11)</i>
Honduras	378 423 <i>Décès : 10 415</i>	48,96% <i>(03/12)</i>
Jamaïque	91 578 <i>Décès : 2 415</i>	23,15% <i>(08/12)</i>
Nicaragua	17 328 <i>Décès : 214</i>	64,73% <i>(08/12)</i>
Panama	479 901 <i>Décès : 7 381</i>	68,77% <i>(08/12)</i>
El Salvador	119 803 <i>Décès : 3 791</i>	68,24% <i>(08/12)</i>
République dominicaine	409 232 <i>Décès : 4 212</i>	62,98% <i>(07/12)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>